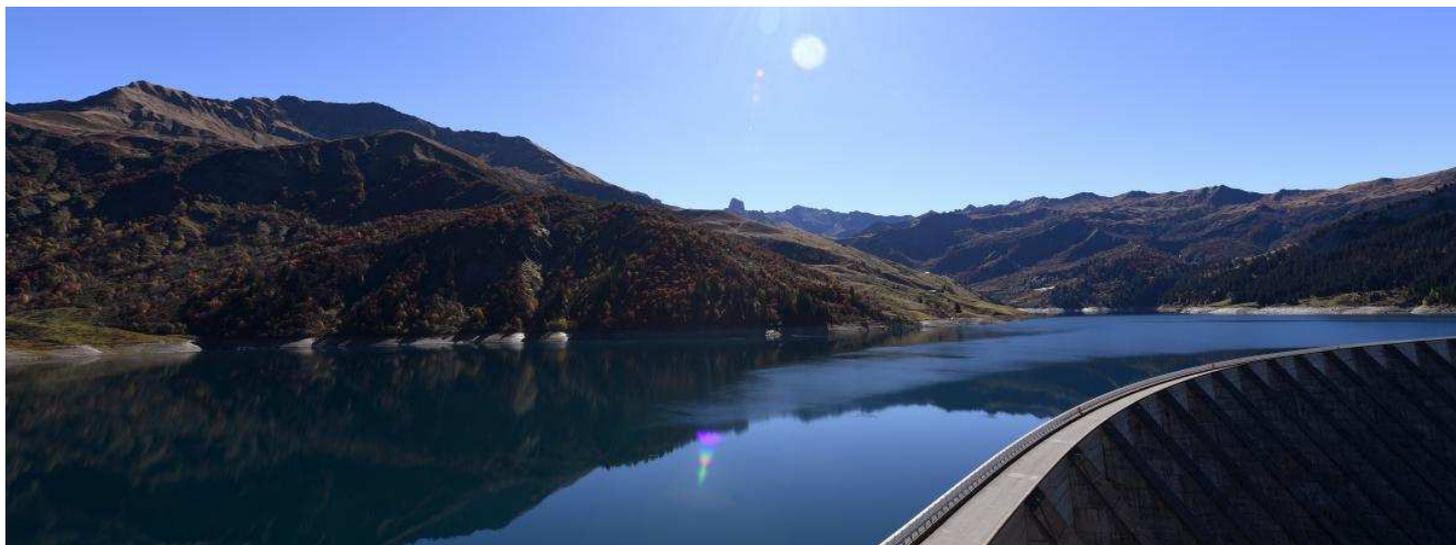


Ouverture à la concurrence des barrages hydroélectriques : "C'est l'inverse de ce qu'il faut faire", estime l'ex-ministre Delphine Batho

France Info · le 10 avril 2019

La députée des Deux-Sèvres s'oppose au projet souhaité par la Commission européenne et demande au gouvernement de faire barrage.



Le barrage hydroélectrique de Roselend en Savoie. (JEAN-PIERRE CLATOT / AFP)

"On est sur un enjeu de souveraineté nationale absolument majeur" et "l'attitude" du gouvernement vis-à-vis de ce dossier "ne convient pas du tout", a estimé mercredi 10 avril sur France-Info l'ancienne ministre de l'Écologie Delphine Batho, opposée à l'ouverture à la concurrence des barrages hydroélectriques voulue par Bruxelles.

Avec une centaine d'autres députés d'opposition, elle présente une proposition de résolution pour demander au gouvernement de s'y opposer. *"Il s'agit d'un patrimoine national et stratégique", a souligné la députée des Deux-Sèvres et présidente de Génération écologie. "L'hydroélectricité, c'est la première source d'électricité renouvelable de France et si elle est privatisée, parce que cela revient quand même à ça, cela veut dire une hausse des tarifs de l'électricité pour tous les consommateurs", a mis en garde Delphine Batho, qui s'inquiète également de "conséquences" sur "la gestion de l'eau" en France.*

La "rente hydraulique" captée par le privé ?

La Commission européenne a adressé fin novembre une nouvelle mise en demeure à la France, lui demandant *"un calendrier précis"* de mise en concurrence d'un *"nombre significatif"* de concessions hydroélectriques actuellement exploitées par EDF.

"Dire qu'il faut que la puissance publique, au travers de son opérateur historique, perde la main sur ce qui a été construit et financé par tous les Français, et que ce qu'on appelle 'la rente hydraulique' - parce que les barrages sont pour la plupart d'entre eux extrêmement profitables - au lieu d'être réinvestie, soit captée par des actionnaires, c'est l'inverse de ce qu'il faut faire. On a besoin d'un État stratège par rapport aux enjeux de développement des énergies renouvelables", a souligné Delphine Batho.